

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19559 - 76ÈME ANNÉE

## Manifestation visant l'État organisée par des professionnels du tourisme

### Coronavirus et tourisme : pourquoi s'accrocher à un modèle qui n'a jamais marché à La Réunion ?

**Des professionnels du tourisme organisent aujourd'hui une manifestation pour demander une aide de 80 millions d'euros à l'État ainsi que la levée de la quarantaine tout de suite. Aussi étrange que cela puisse paraître, ces personnes ne demandent pas une aide supplémentaire à la Région Réunion, seule institution compétente en matière de tourisme et qui porte une responsabilité dans la crise de ce secteur, amplifiée par l'épidémie de COVID-19. Question d'orientation politique ?**

Les derniers chiffres disponibles sur le site de l'IRT (Ile de La Réunion tourisme) témoigne des difficultés de ce secteur. En 2018, qualifiée de meilleure année par le satellite de la Région Réunion, le nombre de touristes d'agrément dépassait péniblement 341.000, et leurs dépenses ainsi que celles des personnes en vacances venues rendre visite à leur famille plafonnait à 432 millions d'euros.

A côté de La Réunion, Maurice a accueilli 1,4 million de touristes d'agrément, qui ont généré 1,4 milliard d'euros de recettes.

Depuis plus de 10 ans, la Région Réunion dirigée par Didier Robert a mis en œuvre une stratégie qui a laissé la crise s'installer durablement dans ce secteur. On est bien loin des 600.000 touristes et des

15.000 emplois qui devaient être créés. La priorité a été donnée à l'accueil de touristes européens au détriment de ceux de notre région. La Région Réunion ne s'est pas battue pour exiger de la France les mêmes conditions d'accueil que les Réunionnais chez leurs voisins, c'est-à-dire par exemple l'achat d'un visa sur place à l'arrivée au lieu de la procédure en vigueur qui décourage n'importe quel touriste potentiel de notre région. Par conséquent, le tourisme à La Réunion se concentre pendant les vacances d'hiver et d'été en France.

#### La crise était déjà bien là

En se substituant à l'État au travers de plus de 50 millions d'euros distribués en bon de réduction pour les billets d'avion, la Région Réunion joue un rôle important dans le tourisme des Réunionnais en France. Elle a donc favorisé les dépenses de Réunionnais en France plutôt qu'à La Réunion.

Dans ces conditions, il est clair que la moindre crise en Europe a des répercussions immédiates et met ce secteur à l'arrêt, ce qui est différent chez les pays qui ont décidé de diversifier la provenance de leurs touristes.

Les aides distribuées par la Région

Réunion a ce secteur n'ont pas vraiment amélioré les choses. Alors, pour expliquer que La Réunion accueille à peine la moitié des 600.000 touristes promis depuis 10 ans par Didier Robert, les amis du président de Région ont mis en avant les requins qui feraient fuir les touristes. D'autres pays qui ont subi le même genre d'attaque ont pourtant de meilleurs résultats que La Réunion.

C'est encore la même politique de distribution de bons que la Région Réunion a mis en place pour inciter des Réunionnais à dépenser leur argent dans les hôtels et les gîtes de La Réunion. L'État a choisi de soutenir cette initiative.

#### L'exemple de Maurice

Ceci explique pourquoi le mécontentement des professionnels du tourisme doit logiquement se diriger vers la seule institution compétente dans ce domaine à La Réunion, à savoir la Région Réunion. Mais pour des raisons qui restent à éclaircir, les dirigeants de cette grogne ciblent l'État qui n'aurait pas assez fait pour eux. Ils exigent une aide supplémentaire de 80 millions d'euros et la fin immédiate de la quarantaine.

Lorsque l'on constate que Maurice préfère renoncer à 1,4 milliard de recettes et maintient ses frontières fermées aux touristes jusqu'au mois de septembre, cette revendication d'ouverture totale de l'aéroport interpelle. En effet, les touristes susceptibles de venir à La Réunion vivent en France, un pays durement touché par le coronavirus et qui est loin d'en avoir fini avec l'épidémie. Le risque d'arrivée à La Réunion de personnes porteuses sans le savoir du COVID-19 et qui n'auraient pas été détectées par les tests est une menace réelle.

Les Mauriciens ont choisi de renoncer aux profits à court-terme pour ne pas compromettre l'avenir de leur pays tout entier. Ils estiment qu'ils ne peuvent se permettre le luxe d'une relance de

l'épidémie. Mais à La Réunion, c'est toujours le rêve d'un retour à la situation d'avant, entretenu par les généreuses subventions versées par la Région Réunion et l'État.

### Préparer l'avenir plutôt que le passé

La priorité, c'est de réfléchir dès maintenant à une réforme du secteur du tourisme à La Réunion afin qu'il puisse faire de la protection sanitaire une priorité. Cela suppose de se tourner vers les touristes potentiels des pays qui ont été peu ou pas contaminés par le coronavirus. Les exemples ne manquent pas dans notre région.

Pourquoi ces professionnels du tourisme ne revendiquent-ils pas auprès de l'État des mesures pour faciliter l'arrivée de cette clientèle fort nombreuse à La Réunion ?

Ceci signifie aussi faire le deuil d'un tourisme qui n'a jamais atteint les objectifs fixés par la Région Réunion malgré l'argent public dépensé. Cela nécessite de protéger avant tout les intérêts des travailleurs de ce secteur en préparant dès maintenant la reconversion de ceux qui sont victimes de la baisse drastique et durable d'activité.

Dans ses conditions, la demande d'aide de l'État sera justifiée, car l'emploi reste une compétence exclusive du pouvoir central.

*M.M.*

## Grève des personnels des hôpitaux et de la fonction publique

# Mobilisation réussie contre le « Ségur de la Santé »

**Une manifestation rassemblant plusieurs centaines de personnes, syndicats comme personnels de santé, mais également de nombreux acteurs du mouvement social se sont retrouvés hier mardi 16 juin devant la préfecture de Saint-Denis afin de protester contre, entre autres, le « Ségur de la Santé », imposition dénoncée par toutes et tous.**

Les prises de paroles, dominées par l'intersyndicale CGTR-FO-Solidaires-FSU-SAIPER, rejointe par la CFTC également présente au rassemblement ; sont essentiellement revenues sur ces principaux points :

Il a été dénoncé un manque de financement criant de la Santé Publique, qui part essentiellement dans le privé. Cela entraîne un manque structurel. La situation

gravissime connue avec la crise COVID n'est que la conséquence de choix politiques désastreux faits par les gouvernements successifs, qui avaient été dénoncés par les syndicats, qu'il s'agisse du plan 2007 ou 2022, qui ont eu pour principales conséquences la fermeture de lits, des baisses de moyens et un manque de personnels trop peu payés.

Cette problématique que l'on voit à l'hôpital se retrouve également dans les écoles : les infirmières des établissements scolaires sont amenées à être délocalisées dans les collectivités, et donc éloignées des écoliers qu'elles sont censées pouvoir protéger.

Le plan « Ségur » ne semble être qu'un effet d'annonce. Il doit plutôt qu'une simple prime et des médailles se traduire par des gestes forts attendus par les soignants :

des embauches massives, des conditions de travail dignes, un financement à la hauteur des besoins des structures de la santé publique.

Enfin des interventions sont revenues sur les liens avec les attaques menées également contre l'ensemble de la fonction publique, tout d'abord en solidarité avec les acteurs de la santé. Les agents sont et se sont mobilisés au péril de leur vie pour assurer leur mission de service public, et forment les mêmes revendications que les acteurs de la santé, à savoir de la reconnaissance, du respect, des embauches, du financement et des revalorisations salariales.

*Mathieu Raffini*

## Edito

### Quel monde d'après ?

Alors que l'on nous annonce le « retour des jours heureux » force est de constater, que, pour l'instant, le « monde d'après » n'est toujours pas arrivé.

En effet, alors que divers plans sont annoncés, et notamment le plan Ségur pour la santé, déjà jugé insuffisant par les professionnels, voyons les faits sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour voir les changements dans notre société, ou tout du moins dans la façon dont nous sommes gouvernés.

Finalement, il n'y a aucun changement. Le dogme néo-libéral/capitaliste continue, malgré la crise totale, sanitaire, sociale, économique et politique que nous traversons.

Il faut relancer l'économie ? Dans ce cas, pourquoi ne pas imposer - comme cela a été le cas après chaque grande crise - aux grandes entreprises d'interdire les licenciements si elles perçoivent des aides publiques ? C'est pourtant ce qu'ont prévu de faire Air France et Renault, avec plusieurs milliers de travailleurs qui sont menacés de perdre leurs emplois.

On annonce en effet, pour 2021 un taux de chômage supérieur à 11.5 % en France, alors qu'il est actuellement de 8,1 %.

Faisons une analogie avec la situation réunionnaise, où nous serons également impactés par cette hausse du chômage, qui est actuellement de 24 %. Si nous nous retrouvions dans le même cas il monterait à 34 %. Comment notre société pourrait-elle se remettre d'une telle situation, alors que nous connaissons déjà une précarité catastrophique ?

Dans le même temps, alors que ce constat est déjà plus qu'inquiétant, la situation continue comme celle d'avant. En effet, les suppressions de lits d'hôpitaux continuent, avec par exemple 350 lits en moins au CHU de Nantes alors que nous en avons plus que jamais besoin dans cette période de crise. De même, les fermetures de classes continuent, alors que les enfants ont besoin de ce repère qui a disparu physiquement pendant le confinement et les jours qui ont suivi, fermetures qui concernent évidemment majoritairement les quartiers populaires.

Ces points ne sont que des exemples du modèle de destruction sociale qui continue à être suivi par le gouvernement, quand bien même la crise aurait dû l'appeler à plus de bon sens et d'humanité. Ceci est un appel à la révolte et à l'organisation collective : il nous faut nous saisir de cette mission de mettre fin à ce vieux monde et d'enfin construire le monde d'après, plus juste et plus solidaire.

*Mathieu Raffini*

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Otè

## Zistoir pou rakont dsi galé

### Zistoir Raboutity : Pli for an pli for, Zanahary sé lo pli for – dézyèm morso

Lé vré moin lé for kouto i di mé dofé i bril amoin. Kouto i koup la kord. La kord i trang lo shat. Lo shat i manz lo ra.lo ra i fouy trou dann mir. Lo mir i arète lo van. Lo van i plie pyé d'boi épi i kass son bransh. Pyé d'boi i kass la zanm Raboutity. Na poin arien lé for konm dofé.

Dofé la di : lé vré moin lé for mé dolo i tinn amoin. Dofé i bril kouto. Kouto i koup la kord. La kord i trang lo shat. Lo shat i manz lo ra.lo ra i fouy trou dann mir. Lo mir i arète lo van. Lo van i plie pyé d'boi épi i kass son bransh. Pyé d'boi i kass la zanm Raboutity. Na poin arien lé for konm dolo

Lé vré moin lé for, dolo i di, mé bato i flote dsi moin. Bato i flote dsi dolo Dolo i tinn do fé. Dofé i bril kouto. Kouto i koup la kord. La kord i trang lo shat. Lo shat i manz lo ra. Lo ra i fouy trou dann mir. Lo mir i arète lo van. Lo van i plie pyé d'boi épi i kass son bransh. Pyé d'boi i kass la zanm Raboutity... Na poin arien lé for konm bato.

**Kriké ! Kraké ! Kriké Métyé ! Kraké Madam !**

Lé vré moin lé for, bato i di mé si mi bate dann in kap, lo kap i kass amoin. Lo kap i briz bato. Bato i flote dsi dolo Dolo i tinn do fé. Dofé i bril kouto. Kouto i koup la kord. La kord i trang lo shat. Lo shat i manz lo ra. Lo ra i fouy trou dann mir. Lo mir i arète lo van. Lo van i plie pyé d'boi épi i kass son bransh. Pyé d'boi i kass la zanm Raboutity. Na poin arien lé for konm in kap.

Lé vré moin lé for lo kap I di, mé lo krab I pèrs amoin. Lo krab I pèrs lo rosh. Lo kap i briz bato. Bato i flote dsi dolo Dolo i tinn do fé. Dofé i bril kouto. Kouto i koup la kord. La kord i trang lo shat. Lo shat i manz lo ra.lo ra i fouy trou dann mir. Lo mir i arète lo van. Lo van i plie pyé d'boi épi i kass son gbransh. Pyé d'boi i kass la zanm Raboutity ; Na poin arien lé for konm krab.

Lé vré moin lé for, lo krab I di mé l'om I trap amoin. L'om I trap lo krab. Lo krab I pèrs lo rosh. Lo kap i briz bato. Bato i flote dsi dolo Dolo i tinn do fé. Dofé i bril kouto. Kouto i koup la kord. La kord i trang lo shat. Lo shat i manz lo ra.lo ra i fouy trou dann mir. Lo mir i arète lo van. Lo van i plie pyé d'boi épi i kass son bransh. Pyé d'boi i kass la zanm Raboutity. Na poin arien lé for konm l'om.

L'om i di, lé vré moin lé for mé Zanahary bondyé malgash I fé mor amoin. Zanahary I fé mor l'om. L'om I trap lo krab. Lo krab I pèrs lo rosh. Lo kap i briz bato. Bato i flote dsi dolo Dolo i tinn do fé. Dofé i bril kouto. Kouto i koup la kord. La kord i trang lo shat. Lo shat i manz lo ra.lo ra i fouy trou dann mir. Lo mir i arète lo van. Lo van i plie pyé d'boi épi i kass son gbransh. Pyé d'boi i kass la zanm Raboutity. Na poin arien lé for konm Zanahary bondyé malgash.

Mon zistoir lé fini. Si li lé vré, li lé vré. Si li lé mantèr, la pa moin l'otèr.

*Justin*